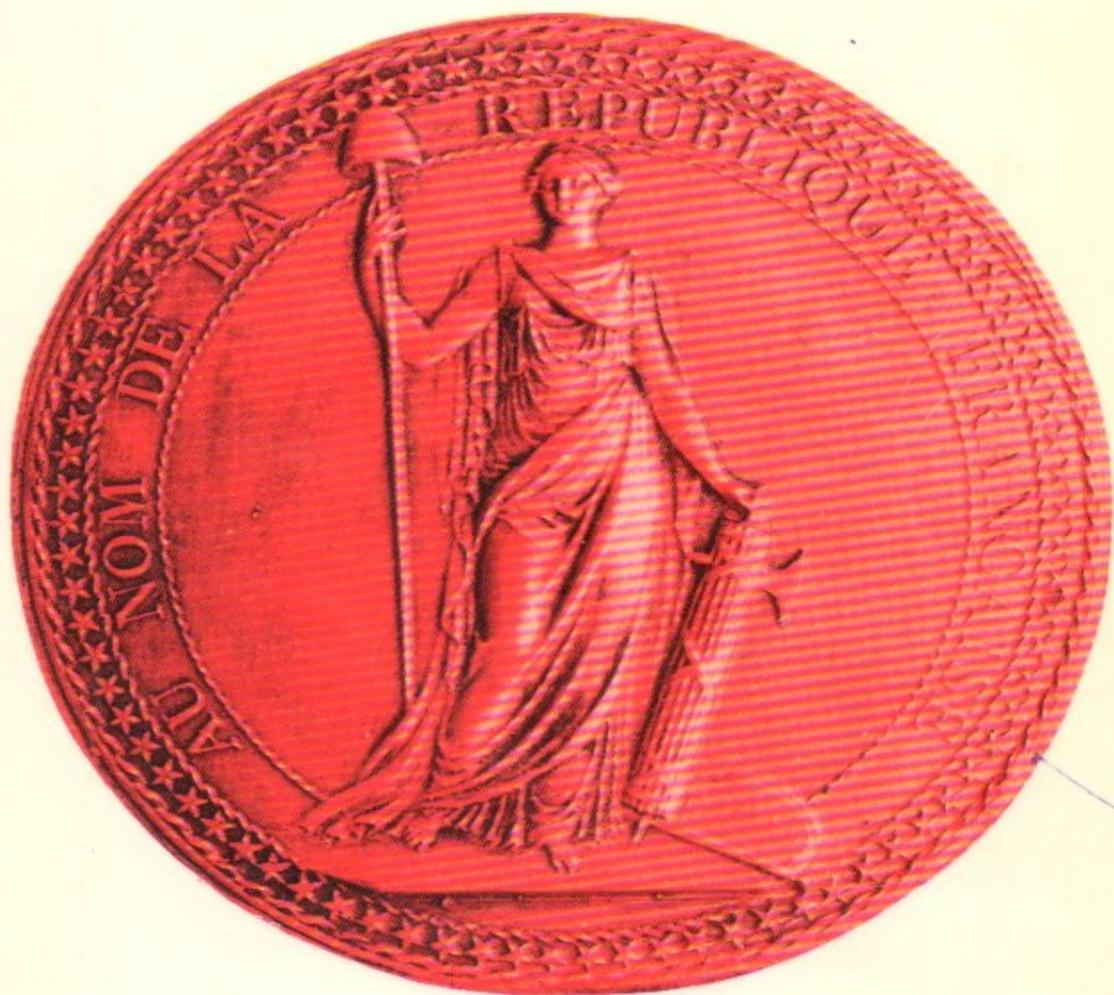


# LA PROTECTION CONSTITUTIONNELLE DES DROITS ET DES LIBERTÉS



par

**François LUCHAIRE**

*Président honoraire de l'Université de Paris I  
Ancien membre du Conseil constitutionnel*

D  
507

 ECONOMICA

# Table des matières

<b>Introduction: Présentation de l'ouvrage</b> .....	1
I. Son objet .....	1
II. Ses buts .....	2
III. Sa méthode .....	2
IV. Son plan .....	5
<b>TITRE I</b>	
<b>Les sources</b>	
<b>Chapitre I: Les normes de références</b> .....	11
<b>Section 1: La Constitution</b> .....	11 /
I. Les droits et libertés consacrés .....	12 /
II. Les principes pouvant limiter les droits et libertés ..	13 /
III. Les institutions garanties .....	14
IV. Le Préambule .....	14
A. L'intention des constituants .....	14 /
B. Le silence des textes .....	16 /
C. La démarche progressive du Conseil constitutionnel .....	17 /
D. Le contenu du Préambule .....	19 /
<b>Section 2: La Déclaration des droits de l'homme     et du citoyen du 26 août 1789</b> .....	20
I. Sa valeur constitutionnelle .....	20
II. Ses difficultés d'application .....	21
III. Ses difficultés d'interprétation .....	24
<b>Section 3: Le Préambule de la Constitution de 1946</b> .....	26
I. Sa valeur constitutionnelle .....	26
II. Ses difficultés d'application .....	27
III. Ses difficultés d'interprétation .....	29

†	Section 4: Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République .....	31
•	I. Leur valeur constitutionnelle .....	31
•	II. Que faut-il entendre par lois de la République? .....	32
	A. La loi au sens de l'article 6 de la Déclaration ...	32
	B. Les lois de trois Républiques .....	33
✕	III. Que faut-il entendre par principes fondamentaux .....	35
	A. La distinction entre principes fondamentaux et principes non-fondamentaux .....	35
	B. La distinction entre deux catégories de principes fondamentaux .....	35
	C. La distinction entre le principe et la loi qui le consacre .....	36
	IV. Leur objet .....	38
	Section 5: La jurisprudence du Conseil constitutionnel ..	40
✕	I. La liberté d'appréciation du juge constitutionnel dans l'interprétation et l'application des textes .....	41
	II. Les principes ne résultant pas des textes constitutionnels? .....	41
	Chapitre II: <b>Les procédures</b> .....	45
	Section 1: Les procédures de contrôle préalable .....	45
	I. La loi ordinaire .....	46
	II. Les lois constitutionnelles et référendaires .....	54
—	III. Les lois organiques .....	54
	IV. Les règlements des Assemblées parlementaires ...	55
	V. Les engagements internationaux .....	56
	VI. Les propositions et amendements parlementaires ..	58
	VII. Les décisions prises par le chef de l'État en application de l'article 16 .....	58
	Section 2: Les procédures de contrôle <i>a posteriori</i> .....	59
	I. La loi .....	60
	A. L'exception d'inconstitutionnalité .....	60
	B. Le déclassement .....	63
	II. L'ordonnance .....	63
	A. La ratification .....	64
	B. L'exception d'inconstitutionnalité .....	64
	III. Le décret .....	64
	A. La validation .....	64
	B. L'incorporation dans la loi .....	65
	C. La demande parlementaire d'abrogation .....	65
	D. L'exception d'illégalité .....	65
	E. Les compétences exceptionnelles du Conseil .....	65
	IV. L'élection .....	66

Section 3: Les règles constitutionnelles applicables au contrôle effectué par les juridictions autres que le Conseil constitutionnel .....	67
I. Le principe du contrôle .....	67
II. Les limites du contrôle .....	68
III. Le problème des traités ou accords internationaux ..	70

## TITRE II

**Le droit à la liberté**

Chapitre I: <b>La place de la liberté dans la Constitution</b> ....	75
I. Définition de la liberté .....	75
A. Définition révolutionnaire: le droit de faire tout ce que les lois n'interdisent pas .....	75
B. Définition contemporaine: le droit de faire <u>tout ce qui n'est pas interdit par une loi             conforme à la Constitution</u> .....	76
C. Le droit d'exiger d'autrui une abstention .....	77
D. Généralité de la liberté .....	77
II. Classification des libertés .....	78
A. Les classifications pédagogiques .....	78
B. Les distinctions constitutionnelles .....	78
Chapitre II: <b>Le principe général de liberté</b> .....	81
I. Le principe et ses limites d'après la Déclaration de 1789 .....	81
II. Le principe et ses limites d'après le Conseil constitutionnel .....	82
Chapitre III: <b>La liberté individuelle</b> .....	85
Section 1: Définition de la liberté individuelle .....	86
I. La définition étroite .....	86
II. La définition large .....	86
Section 2: La liberté d'aller et de venir .....	87
I. Valeur constitutionnelle .....	87
II. Conséquences constitutionnelles .....	88
Section 3: La liberté et le respect de la vie privée .....	89
I. La liberté de disposer de soi-même .....	90
II. La protection de l'intimité .....	91
A. Valeur constitutionnelle du respect de la vie privée ..	91
B. Le droit au secret .....	92
C. La protection de la correspondance .....	94
III. Le droit au respect de l'identité .....	95
A. La protection du nom .....	95

X

B. La protection de la nationalité .....	95
C. La protection du domicile .....	96
IV. Le droit au respect du statut personnel .....	99
Section 4: La liberté de la vie familiale .....	100
I. La famille et la Constitution .....	100
II. Le droit de fonder une famille .....	101
Section 5: La liberté de disposer de son patrimoine .....	103
I. Sa valeur constitutionnelle .....	103
II. La liberté de donner et de recevoir .....	105
III. La liberté contractuelle .....	106
<b>Chapitre IV: Les libertés publiques</b> .....	109
Section unique: Les différentes libertés publiques .....	109
I. La liberté de conscience .....	111
II. La liberté d'association .....	112
A. Valeur constitutionnelle .....	112
B. Conséquences constitutionnelles .....	112
III. La liberté de réunion .....	114
A. Valeur constitutionnelle .....	114
B. Conséquences constitutionnelles .....	114
IV. La liberté des cultes .....	115
A. Valeur constitutionnelle .....	115
B. Conséquences constitutionnelles .....	116
V. La liberté de l'enseignement .....	116
A. Valeur constitutionnelle .....	116
B. Conséquences constitutionnelles .....	117
VI. La liberté d'entreprendre .....	118
A. Valeur constitutionnelle .....	118
B. Limites .....	119
C. Conséquences constitutionnelles .....	120
<b>Chapitre V: La liberté de communication</b> .....	123
Section 1: Ses caractères généraux .....	123
I. Sa valeur constitutionnelle .....	123
II. Ses bénéficiaires .....	124
III. Ses limites .....	125
A. Les abus .....	125
B. Les objectifs de valeur constitutionnelle .....	125
C. Le respect du pluralisme .....	126
Section 2: La liberté de la presse .....	128
I. Les textes .....	128
II. Les conséquences constitutionnelles .....	129
A. La création d'une entreprise de presse .....	129
B. L'objectif de transparence .....	130
C. L'exigence du pluralisme .....	131
D. La liberté du journaliste .....	132

Section 3: La liberté de communication audiovisuelle . . .	132
I. Le principe de liberté . . . . .	132
A. Son affirmation législative . . . . .	132
B. Sa valeur constitutionnelle . . . . .	133
II. Ses conséquences constitutionnelles . . . . .	135
A. Concession ou autorisation ? . . . . .	135
B. Le pluralisme dans le secteur privé . . . . .	135
C. Le pluralisme dans le secteur public . . . . .	136
Section 4: L'indépendance des professeurs de l'enseignement supérieur . . . . .	137
I. Sa valeur constitutionnelle . . . . .	137
II. Son étendue . . . . .	139
III. Ses conséquences constitutionnelles . . . . .	139
<b>Chapitre VI: Les libertés locales ou territoriales . . . . .</b>	<b>141</b>
<b>Paragraphe préliminaire: Des libertés surveillées . . . . .</b>	<b>141</b>
Section 1: Le principe des libertés locales ou territoriales . . . . .	143
I. Leurs titulaires . . . . .	143
A. Collectivités locales et collectivités territoriales . . . . .	143
B. Collectivités énumérées par la Constitution . . . . .	145
C. Collectivités créées par la loi . . . . .	146
D. Le passage d'une catégorie à une autre . . . . .	149
II. Leur étendue . . . . .	150
A. La personnalité de la collectivité . . . . .	150
B. L'autonomie de la collectivité . . . . .	151
C. Les garanties d'existence de la collectivité . . . . .	153
III. Démocratie et décentralisation . . . . .	155
A. Les conseils élus . . . . .	155
B. Le problème des administrations provisoires . . . . .	157
C. La représentation au Sénat . . . . .	158
IV. Égalité et décentralisation . . . . .	159
A. La thèse égalitariste . . . . .	160
B. La thèse particulariste . . . . .	161
C. Les décisions du Conseil constitutionnel . . . . .	161
Section 2: L'application Outre-Mer du principe d'autonomie . . . . .	163
I. L'adaptation dans les départements d'Outre-Mer . . . . .	164
A. Que faut-il entendre par l'expression « départements d'Outre-Mer » ? . . . . .	164
B. Sur quels objets peuvent porter les mesures d'adaptation ? . . . . .	166
C. Sur quels textes peuvent porter les mesures d'adaptation ? . . . . .	167
D. Quelles sont les limites de l'adaptation ? . . . . .	169
E. Le Conseil constitutionnel peut-il apprécier la nécessité des mesures d'adaptation ? . . . . .	170
F. Les difficultés de la régionalisation . . . . .	171

I. Un Janus constitutionnel .....	217
II. Les textes .....	218
A. Les textes généraux .....	218
B. Les textes spécifiques .....	219
<b>Chapitre II: Le principe général d'égalité</b> .....	<b>221</b>
Section 1: Les distinctions interdites .....	221
I. Les interdictions générales .....	222
II. Les interdictions spécifiques .....	223
III. Les privilèges condamnés .....	225
Section 2: Les distinctions discutées .....	228
I. Différences de situation .....	230
A. Situations semblables et situations différentes .....	230
B. Lois concernant la condition .....	231
C. Lois concernant l'activité .....	234
D. Lois concernant à la fois la condition et l'activité .....	236
II. Le but de la loi .....	238
A. Le lien entre la situation différente et la règle spécifique apparaît dans le but de la loi .....	238
B. La règle spécifique doit être compatible avec le but de la loi .....	239
Section 3: Les principes para-constitutionnels .....	241
I. Dans le domaine de la responsabilité .....	241
II. Dans le domaine de l'organisation juridictionnelle .....	243
III. Dans le domaine des libertés .....	244
Section 4: L'arbitraire prohibé .....	245
I. L'arbitraire du législateur .....	245
II. L'arbitraire des autres autorités .....	246
III. L'arbitraire du Conseil constitutionnel .....	247
<b>Chapitre III: Les applications spécifiques</b> .....	<b>251</b>
Section 1: L'égalité devant la loi .....	251
Section 2: L'égalité devant les emplois publics .....	252
Section 3: L'égalité devant les charges publiques .....	253
Section 4: L'égalité devant l'impôt .....	256
I. Le principe .....	256
II. Ses conséquences .....	257
Section 5: L'égalité dans les relations du travail .....	260
Section 6: L'égalité devant la justice .....	261
I. La procédure .....	262
II. La détermination des infractions .....	263
III. La répression des infractions .....	263
Conclusion: Le droit à la différence .....	264

I. Un Janus constitutionnel .....	217
II. Les textes .....	218
A. Les textes généraux .....	218
B. Les textes spécifiques .....	219
<b>Chapitre II: Le principe général d'égalité</b> .....	<b>221</b>
Section 1: Les distinctions interdites .....	221
I. Les interdictions générales .....	222
II. Les interdictions spécifiques .....	223
III. Les privilèges condamnés .....	225
Section 2: Les distinctions discutées .....	228
I. Différences de situation .....	230
A. Situations semblables et situations différentes .....	230
B. Lois concernant la condition .....	231
C. Lois concernant l'activité .....	234
D. Lois concernant à la fois la condition et l'activité .....	236
II. Le but de la loi .....	238
A. Le lien entre la situation différente et la règle spécifique apparaît dans le but de la loi .....	238
B. La règle spécifique doit être compatible avec le but de la loi .....	239
Section 3: Les principes para-constitutionnels .....	241
I. Dans le domaine de la responsabilité .....	241
II. Dans le domaine de l'organisation juridictionnelle .....	243
III. Dans le domaine des libertés .....	244
Section 4: L'arbitraire prohibé .....	245
I. L'arbitraire du législateur .....	245
II. L'arbitraire des autres autorités .....	246
III. L'arbitraire du Conseil constitutionnel .....	247
<b>Chapitre III: Les applications spécifiques</b> .....	<b>251</b>
Section 1: L'égalité devant la loi .....	251
Section 2: L'égalité devant les emplois publics .....	252
Section 3: L'égalité devant les charges publiques .....	253
Section 4: L'égalité devant l'impôt .....	256
I. Le principe .....	256
II. Ses conséquences .....	257
Section 5: L'égalité dans les relations du travail .....	260
Section 6: L'égalité devant la justice .....	261
I. La procédure .....	262
II. La détermination des infractions .....	263
III. La répression des infractions .....	263
Conclusion: Le droit à la différence .....	264

TITRE IV  
**Le droit à la propriété**

Paragraphe préliminaire :

**Place de la propriété dans la Constitution** ..... 267

**Chapitre I: La propriété privée** ..... 269

**Section 1: La notion constitutionnelle de propriété** ..... 270

I. La propriété au sens de l'article 2 de la Constitution 270

II. La propriété au sens de l'article 17 de la Constitution 271

A. Le principe de libre disposition de la chose ..... 271

B. Le champ d'application de la propriété ..... 272

C. Les limites du droit de libre disposition ..... 274

D. Les démembrements de la propriété ..... 277

E. La transmission de la propriété ..... 279

**Section 2: Les garanties constitutionnelles  
du propriétaire** ..... 280

I. Les cas dans lesquels le propriétaire peut être privé  
de son droit ..... 280

A. La nécessité publique ..... 280

B. La confiscation ..... 281

II. La procédure de privation de la propriété ..... 281

A. L'intervention du législateur ..... 281

B. L'intervention du juge judiciaire ..... 282

III. L'indemnisation ..... 284

A. Le principe ..... 284

B. L'intervention du juge judiciaire ..... 284

C. L'étendue de l'indemnisation ..... 285

D. Comment calculer la « juste » indemnité ? ..... 286

E. Le caractère préalable de l'indemnité ..... 287

**Chapitre II: La propriété publique** ..... 289

**Section 1: Les nationalisations** ..... 289

I. Définitions des nationalisations ..... 290

II. Le transfert de propriété ..... 291

A. L'appréciation de sa nécessité ..... 291

B. Sa procédure ..... 292

C. Son indemnisation ..... 292

III. La gestion des sociétés nationales ..... 294

**Section 2: Les privatisations** ..... 294

I. Nationalisations et privatisations ..... 295

II. Le transfert de propriété ..... 296

A. L'appréciation de son opportunité ..... 296

B. Sa procédure ..... 297

C. Son prix de cession ..... 298

TITRE V  
**Le droit à la dignité**

Paragraphe préliminaire :

**Place de la dignité dans la Constitution** ..... 303

**Chapitre I: La dignité de la vie** ..... 305

Section 1: La protection de la santé ..... 305

I. La santé publique ..... 305

II. La santé des individus ..... 306

III. La santé des enfants ..... 307

IV. La peine de mort ..... 309

Section 2: Le développement de la personnalité ..... 310

I. Les conditions générales ..... 310

II. L'accès à l'instruction et à la culture ..... 312

III. Le droit au repos et aux loisirs ..... 316

Section 3: La solidarité devant les risques de l'existence . 316

I. La sécurité sociale ..... 317

II. Les risques cités par le Préambule de 1946 ..... 318

A. Les risques couverts par la sécurité sociale ..... 318

B. Les calamités naturelles ..... 319

**Chapitre II: La dignité du travail** ..... 312

Paragraphe préliminaire: Les textes ..... 321

Section 1: L'emploi ..... 322

I. La formation professionnelle ..... 322

II. Le droit à l'emploi ..... 323

III. L'égalité devant l'emploi ..... 323

Section 2: La participation ..... 324

I. Les titulaires du droit de participation ..... 325

II. L'objet de la participation ..... 326

III. Les modalités de la participation ..... 328

Section 3: La défense des intérêts professionnels ..... 329

I. La liberté syndicale ..... 329

A. Ses bénéficiaires ..... 329

B. Son objet ..... 330

C. Le pluralisme syndical ..... 331

D. L'étendue de la liberté syndicale ..... 332

II. Le droit de grève ..... 333

A. Définition de la grève ..... 333

B. Conséquences de la grève ..... 334

C. Réglementation de la grève ..... 335

Section 4: Les droits du travailleurs  
reconnus par les lois de la République ..... 337

## TITRE VI

**Le droit à la sûreté**

Paragraphe préliminaire :

<b>Place de la sûreté dans la Constitution</b> .....	341
<b>Chapitre I: Le droit à la justice</b> .....	343
Section 1: Le libre accès à la justice .....	344
I. Le droit à un juge .....	344
II. Le droit à une bonne marche de la justice .....	346
III. Le droit au double degré de juridiction .....	346
IV. Le droit de saisir une Cour suprême .....	347
Section 2: Le droit à un juge indépendant .....	348
I. L'indépendance des juridictions .....	349
II. L'indépendance du juge .....	352
A. Le juge judiciaire .....	353
B. Le juge administratif .....	357
Section 3: Le droit à un juge impartial .....	361
I. La prise à partie .....	361
II. Le caractère contradictoire de la procédure .....	362
Section 4: Le droit à un juge français .....	363
<b>Chapitre II: La sécurité matérielle des personnes et des biens</b> .....	367
I. Valeur constitutionnelle .....	367
II. Conséquences .....	368
III. Le contrôle du Conseil constitutionnel .....	369
IV. La force publique, garantie de la sécurité .....	372
A. Son affirmation constitutionnelle .....	372
B. Ses conséquences constitutionnelles .....	374
<b>Chapitre III: La sécurité juridique des personnes</b> .....	377
Section 1: La sauvegarde de la liberté individuelle .....	377
I. Que faut-il entendre par autorité judiciaire? .....	377
II. Que faut-il entendre par liberté individuelle? .....	381
III. Que faut-il entendre par sauvegarde? .....	382
IV. La répartition des compétences entre juridictions judiciaires et juridictions administratives .....	387
Section 2: La non-rétroactivité de la loi répressive .....	389
Section 3: La présomption d'innocence .....	391
Section 4: Les droits de la défense .....	394
Section 5: La protection contre l'arbitraire .....	398
I. La légalité des infractions et des peines .....	398
II. La stricte et évidente nécessité des peines .....	401

III. Clarté et précision de la définition des infractions . . .	403
A. Le fondement constitutionnel . . . . .	404
B. Les conséquences constitutionnelles . . . . .	404
Section 6: Le droit d'asile . . . . .	406
I. Valeur constitutionnelle . . . . .	406
II. Conséquences constitutionnelles . . . . .	407
<b>Chapitre IV: La sécurité juridique des droits . . . . .</b>	<b>409</b>
I. Les compétences du législateur . . . . .	409
II. Le respect des droits consentis par la puissance publique . . . . .	412
A. La possibilité des lois rétroactives . . . . .	412
B. L'intangibilité des droits résultant des décisions administratives individuelles . . . . .	413
III. Le maintien des situations existantes intéressant une liberté publique . . . . .	414
IV. Les possibilités d'extension de la protection des situations acquises . . . . .	415

## TITRE VII

### Le droit à la démocratie

Paragraphe préliminaire:

<b>Place de la démocratie dans la Constitution . . . . .</b>	<b>421</b>
A. Les textes . . . . .	421
B. Définition . . . . .	422
C. Aspects constitutionnels . . . . .	422

#### Chapitre I: La souveraineté nationale . . . . . 425

##### Section 1: Ses aspects . . . . . 425

I. Définition de la souveraineté . . . . .	425
II. Le titulaire de la souveraineté . . . . .	427
III. Les caractères de la souveraineté . . . . .	427

##### Section 2: Ses limites . . . . . 429

I. Le domaine de la souveraineté nationale . . . . .	429
II. L'application du droit international . . . . .	432
A. Le droit public international . . . . .	432
B. Les traités et accords internationaux . . . . .	434

#### Chapitre II: Les droits civiques . . . . . 437

##### Section 1: Le droit à l'électorat . . . . . 437

I. Les textes . . . . .	437
II. Le champ d'application du droit à l'électorat . . . . .	439
III. Les caractères constitutionnels de l'électorat . . . . .	440

A. Caractère universel et secret .....	440
B. Caractère égal .....	441
IV. La participation des partis politiques à l'expression du suffrage .....	444
A. La liberté des partis .....	444
B. Les devoirs des partis .....	445
C. La participation à l'expression du suffrage .....	446
Section 2: L'éligibilité .....	446
I. Les conditions d'éligibilité .....	446
II. Le régime des inéligibilités .....	447
Section 3: La participation des citoyens à l'exercice du pouvoir .....	448
I. Les textes .....	448
II. Les conséquences constitutionnelles .....	449
A. Le consentement à la loi .....	449
B. Le consentement à l'impôt .....	451
C. La responsabilité des agents publics .....	451
Chapitre III: <b>La séparation des pouvoirs</b> .....	453
Section 1: Valeur constitutionnelle .....	453
I. Les textes .....	453
II. L'interprétation française de la séparation des pouvoirs .....	453
Section 2: Les conséquences constitutionnelles .....	455
I. Le respect des principes d'indépendance .....	456
II. Le respect des règles de compétence .....	457
III. La séparation des autorités administratives et judiciaires .....	458
A. Sa valeur .....	458
B. Son étendue .....	459
C. Conséquences et limites .....	460
IV. Séparation des pouvoirs et forme républicaine du Gouvernement .....	461
Chapitre IV: <b>La résistance à l'oppression</b> .....	463
I. L'oppression .....	463
II. La résistance .....	464
III. Les conséquences constitutionnelles .....	465
Conclusion générale: <b>La protection des droits et libertés conduit-elle au Gouvernement des juges?</b> .....	467
I. Les droits et libertés dans la société française .....	467
II. L'étendue du contrôle juridictionnel .....	471

III. Place du Conseil constitutionnel dans les pouvoirs publics .....	474
Bibliographie .....	477
I. Les décisions .....	477
II. Ouvrages relatifs au Conseil constitutionnel .....	477
III. Ouvrages relatifs aux droits et libertés .....	478
IV. Articles .....	478
V. Chroniques .....	480
Table analytique .....	481
Table des matières .....	489